

DIRECTION
DE LA
COMPTABILITE PUBLIQUE

BUREAU D 3

Numéros dans les séries spéciales :
1763 TM

Cette instruction a été modifiée par les instructions suivantes :
n° du
n° du
n° du
n° du

Celle instruction a été abrogée par l'instruction
n° du

PRODUITS DES BOIS DES COLLECTIVITES
ET ETABLISSEMENTS PUBLICS LOCAUX

BENEFICE DU REMBOURSEMENT FORFAITAIRE
INSTITUE PAR LA LOI DE FINANCES POUR 1968
AU PROFIT DES EXPLOITANTS AGRICOLES
NON ASSUJETTIS A LA TAXE SUR LA VALEUR AJOUTEE

L'article 5-1 de la loi n° 66-10 du 6 janvier 1966 portant réforme de la taxe sur le chiffre d'affaires a prévu que les collectivités locales, les établissements publics et les exploitants agricoles peuvent, sur leur demande, être assujettis à la T. V. A. au titre d'opérations pour lesquelles ils n'y sont pas obligatoirement soumis.

Les conditions et les modalités de cette option doivent, aux termes de l'article 5-2 de cette loi, être fixées par un décret en Conseil d'Etat. Celles-ci ont été précisées, pour les exploitants agricoles, par le décret n° 68-116 du 6 février 1968 (annexe n° 1) mais, en ce qui concerne les collectivités locales et les établissements publics, un tel décret n'est pas encore intervenu.

Par ailleurs, l'article 12, III et IV, de la loi de finances pour 1968 (n° 67-1114 du 21 décembre 1967) (annexe n° 2) a institué un remboursement forfaitaire au profit des exploitants agricoles non assujettis à la taxe sur la valeur ajoutée.

Ce remboursement dont le taux est fixé à 2 % pour les ventes des produits des bois et forêts a pour objet de compenser forfaitairement la charge de la taxe sur la valeur ajoutée ayant grevé les achats de ces exploitants ; il est liquidé sur les ventes faites par ces agriculteurs à des assujettis à la taxe sur la valeur ajoutée ou à l'exportation.

DESTINATAIRES POUR APPLICATION

DIFFUSION
G
31

RGP	PGS	TPG	DOM	RF	P
-----	-----	-----	-----	----	---

La Direction générale des Impôts admet qu'en tant que propriétaires de forêts dont elles assurent l'exploitation, notamment en vendant leurs produits, les collectivités locales et établissements publics ont la qualité d'exploitants agricoles et qu'ils peuvent en cette qualité effectivement choisir un des deux régimes de la T. V. A. applicables à l'agriculture : assujettissement volontaire à la T. V. A. ou option pour le remboursement institué par l'article 12 de la loi de finances pour 1968 précitée, dont les conditions d'application sont définies par le décret n° 68-331 du 5 avril 1968 (annexe 3).

Afin de permettre aux comptables d'apporter leurs conseils aux ordonnateurs des collectivités locales et des établissements publics locaux, la présente instruction a pour objet de préciser la portée du droit d'option pour le régime du remboursement forfaitaire et les conditions d'exercice de ce droit.

I. — Portée de l'option pour le régime du remboursement forfaitaire.

Seules les ventes de produits à des tiers ouvrent droit au remboursement forfaitaire. L'octroi du remboursement forfaitaire est subordonné aux deux conditions générales suivantes :

- 1° Les ventes ou livraisons de produits agricoles doivent être effectuées par un exploitant non assujetti à la taxe sur la valeur ajoutée au titre de ces opérations et concerner des produits de son exploitation.
- 2° Les ventes ou livraisons de produits agricoles doivent être faites soit à l'exportation, soit à des acheteurs assujettis à la taxe sur la valeur ajoutée au titre de ces mêmes produits.

ASSIETTE DU REMBOURSEMENT FORFAITAIRE

En vertu de l'article 3 du même décret le remboursement forfaitaire est liquidé sur le montant net des encaissements correspondant aux ventes qui ouvrent droit à ce remboursement.

Par montant net des encaissements il faut entendre la somme perçue, déduction faite des commissions et taxes se rapportant à la transaction ou aux produits vendus.

Pour les ventes à l'exportation, la base du remboursement forfaitaire est constituée par le prix du produit à la sortie de l'exploitation agricole. Les frais de transport des produits, tant en France qu'à l'étranger, sont exclus de la base de calcul du remboursement forfaitaire.

En ce qui concerne les adjudications de coupes de bois la taxe forfaitaire due par l'adjudicataire en plus du prix de l'adjudication est exclue de l'assiette du remboursement forfaitaire.

FAIT GÉNÉRATEUR

L'encaissement par l'exploitant du prix afférent à la vente ou à la livraison effectuée constitue le fait générateur du remboursement forfaitaire.

Ainsi seuls les encaissements perçus pendant la période pour laquelle les exploitants agricoles ont opté pour le régime du remboursement forfaitaire ouvrent droit au remboursement.

L'exploitant qui opte pour le remboursement forfaitaire avant le 1^{er} octobre 1968 avec effet du 1^{er} janvier 1968 bénéficiera du remboursement forfaitaire pour tous les encaissements perçus depuis le 1^{er} janvier 1968, même si ceux-ci se rapportent à des ventes opérées avant cette date.

II. — Conditions d'exercice de l'option pour le régime du remboursement forfaitaire.

1° DÉLAI ET EFFET DE L'OPTION

Le régime du remboursement forfaitaire est entré en vigueur le 1^{er} janvier 1968. Pour en bénéficier les exploitants agricoles doivent en faire expressément la demande sur un imprimé fourni par l'Administration, Direction générale des Impôts (art. 8 du décret du 5 avril 1968).

Les comptables doivent appeler l'attention des ordonnateurs sur les conséquences de l'option à ce régime qui doit être exercée soit avant le 1^{er} octobre 1968, soit avant le 1^{er} octobre 1969.

A. — Option exercée avant le 1^{er} octobre 1968.

- a) L'exploitant bénéficie du remboursement forfaitaire à compter du 1^{er} janvier 1968 ;
- b) Il bénéficie également, pour les neuf mois de 1968, de la ristourne sur le matériel agricole fixée au taux de 6,25 % par l'article 12-11 de la loi de finances pour 1968 ;
- c) Le régime du remboursement forfaitaire devient le régime permanent de l'exploitant ; ce dernier peut cependant y renoncer en formulant une option pour la taxe sur la valeur ajoutée ; celle-ci est exercée et prend effet dans les conditions déterminées par le décret n° 68-116 du 6 février 1968 (annexe n° 1).

B. — Option exercée entre le 1^{er} octobre 1968 et le 1^{er} octobre 1969.

Cette opération aura les conséquences suivantes :

- a) L'exploitant bénéficie du remboursement forfaitaire à compter du 1^{er} janvier 1969 ;
- b) Il perd le bénéfice de la ristourne sur le matériel agricole à compter de la même date. Les sommes éventuellement perçues à ce titre après le 1^{er} janvier 1969 sont imputées sur le montant du remboursement dû pour l'année 1969 ;
- c) Comme dans le cas précédent, le remboursement forfaitaire devient le régime permanent de l'exploitant à moins qu'il n'opte pour la taxe sur la valeur ajoutée.

C. — L'exploitant n'opte ni en 1968 ni en 1969.

Il conserve de plein droit le bénéfice de la baisse sur le matériel agricole jusqu'au 1^{er} janvier 1972, date à laquelle ce régime est supprimé.

A compter de cette date les exploitants qui ne seront pas placés sous le régime de la taxe sur la valeur ajoutée bénéficieront automatiquement du remboursement forfaitaire.

2° FORMALITÉS A ACCOMPLIR

A. — Par les acheteurs.

1. Règles générales.

Le décret du 6 avril 1968 impose deux séries d'obligations aux clients des exploitants agricoles lorsqu'ils sont assujettis à la taxe sur la valeur ajoutée.

- a) Ils doivent délivrer à l'exploitant agricole, lors du versement du prix ou d'un acompte, un bulletin d'achat ou un bon de livraison (art. 5 du décret). Ce bulletin d'achat doit comporter, au minimum, toutes les mentions figurant sur le modèle établi par la Direction générale des Impôts (annexe n° 4).
- b) Ils doivent délivrer à l'exploitant, au début de chaque année, une attestation récapitulant tous les paiements qui lui ont été effectués au cours de l'année précédente pour les achats de produits ouvrant droit au remboursement forfaitaire.

Ces attestations ne doivent viser que les achats de produits pour lesquels l'acquéreur est assujetti à la taxe sur la valeur ajoutée au titre de leur revente.

Elles ne doivent faire apparaître que la partie des versements constituant l'assiette du remboursement forfaitaire dans tous les cas où une partie seulement des sommes versées entre dans le champ d'application du remboursement.

Les attestations annuelles précitées prévues par l'article 6 du décret sont seules admises par l'administration fiscale pour la justification des bases de calcul du remboursement forfaitaire.

2. Ventes à l'exportation.

En cas de ventes à l'exportation, les attestations seront remplacées par les doubles des déclarations en douane.

B. — Par les exploitants agricoles.

Au début de chaque année, l'exploitant doit adresser au service des impôts de sa circonscription une déclaration récapitulative de ses ventes de l'année précédente ouvrant droit au remboursement forfaitaire. Les attestations des acquéreurs sont jointes à cette déclaration.

Le remboursement forfaitaire est liquidé par le service des impôts à partir de cette déclaration.

III. — Dispositions comptables.

Le remboursement forfaitaire versé aux collectivités locales et établissements publics qui auront opté pour ce régime conformément au décret n° 68-331 du 5 avril 1968 précité fera l'objet d'une recette budgétaire et sera imputé au compte 711 - *Produits des forêts* dans une subdivision ouverte sous le n° 7161 intitulé : *Remboursement forfaitaire aux exploitants non assujettis à la T. V. A.*

Pour le Directeur de la Comptabilité publique :

Le Sous-Directeur,

ANDRÉ BLANC.

**DECRET N° 68-116 DU 16 FEVRIER 1968 RELATIF A L'OPTION
ET A L'AUTORISATION PREVUES POUR LES EXPLOITANTS AGRICOLES
PAR LES ARTICLES 5-1-3° ET 8-4 DE LA LOI N° 66-10 DU 6 JANVIER 1966
PORTANT REFORME DES TAXES SUR LE CHIFFRE D'AFFAIRES**

LE PREMIER MINISTRE,

Sur le rapport du Ministre de l'Economie et des Finances,
Vu la loi n° 66-10 du 6 janvier 1966, notamment ses articles 5-1-3°, 5-2, 8-1-4° et 8-4 ;
Vu la loi de finances pour 1968 (n° 67-1114 du 21 décembre 1967), notamment l'article 12 ;
Vu le Code général des impôts ;
Vu le décret n° 66-205 du 5 avril 1966 ;
Vu le décret n° 67-92 du 1^{er} février 1967, notamment son article 9 ;
Vu le décret n° 68-115 du 6 février 1968, notamment son article 2 ;
Le Conseil d'Etat (Section des Finances) entendu,

DECRETE :

ARTICLE 1^{er}. — L'option pour l'assujettissement à la taxe sur la valeur ajoutée prévue à l'article 5-1-3° de la loi du 6 janvier 1966 susvisée est ouverte aux exploitants agricoles qu'ils soient propriétaires, fermiers ou métayers.

En cas de métayage, l'option est exercée conjointement par le métayer et par le bailleur.

ARTICLE 2. — L'autorisation prévue à l'article 8-4 de la loi du 6 janvier 1966 susvisée d'appliquer la taxe sur la valeur ajoutée aux livraisons d'animaux vivants dont les viandes sont passibles de la taxe de circulation sur les viandes peut être demandée par les exploitants agricoles mentionnés à l'article 1^{er} ci-dessus.

En cas de métayage, l'autorisation est demandée conjointement par le métayer et par le bailleur.

ARTICLE 3. — Lorsque les activités agricoles de l'intéressé ne sont pas limitées à l'élevage des animaux dont les viandes sont passibles de la taxe de circulation, la demande d'autorisation ne peut être présentée qu'après exercice de l'option mentionnée à l'article 1^{er}.

ARTICLE 4. — L'autorisation est accordée pour les ventes d'animaux livrés à l'exportation ou, en vue de l'abattage, à un redevable de la taxe de circulation sur les viandes, soit directement, soit par l'intermédiaire d'une société d'intérêt collectif agricole, d'une coopérative ou d'un commissionnaire. Les ventes réalisées avec le concours d'un de ces intermédiaires doivent, sauf en cas d'exportation, être réglées par chèque ou par virement et faire l'objet de comptes rendus indiquant expressément les noms des contractants et le poids en viande nette de l'animal vendu et abattu.

Toutefois, l'autorisation est également accordée à l'exploitant agricole qui livre des animaux provenant de son exploitation à un autre exploitant agricole lorsque ces livraisons permettent l'identification des animaux dans des conditions qui seront fixées par arrêté ministériel. Cette autorisation est en outre subordonnée à l'octroi préalable de la même autorisation à ce second exploitant.

ARTICLE 5. — Lorsque, postérieurement à l'octroi de l'autorisation, l'exploitant agricole se livre à des activités agricoles qui ne rentrent pas dans le cadre de cette autorisation, l'option mentionnée à l'article 1^{er} est considérée de plein droit comme ayant été exercée en ce qui concerne ces activités.

ARTICLE 6. — Les personnes qui ont exercé l'option prévue à l'article 5-1-3° de la loi du 6 janvier 1966 susvisée sont obligatoirement assujetties à la taxe sur la valeur ajoutée pour l'ensemble de leurs opérations sous réserve des mesures d'exonération résultant de l'application des dispositions de l'article 8-1-4° et 8-4 de la loi susmentionnée.

Les personnes qui ont obtenu l'autorisation prévue à l'article 8-4 de ladite loi sont obligatoirement assujetties à la taxe sur la valeur ajoutée pour l'ensemble de leurs opérations analysées à l'article 4 du présent décret.

ARTICLE 7. — L'option ou l'autorisation susmentionnée entraîne obligatoirement l'assujettissement à la taxe sur la valeur ajoutée pendant une période de trois ans. Toutefois, lorsque l'autorisation est obtenue postérieurement à l'exercice de l'option, sa durée est égale à celle de l'option restant à courir.

De même, lorsque l'option exercée dans les conditions prévues à l'article 5 se trouve être postérieure à l'octroi de l'autorisation, sa durée est égale à celle de l'autorisation restant à courir.

Lorsque l'option ou l'autorisation prend effet dans le courant d'une année civile, en application de l'article 10, 3° alinéa, ci-après, sa durée expire le 31 décembre de la deuxième année suivant celle de l'exercice de l'option ou de l'octroi de l'autorisation.

L'option et l'autorisation sont ensuite renouvelables par tacite reconduction pour des périodes de cinq ans.

ARTICLE 8. — Les personnes qui ont exercé l'option ou obtenu l'autorisation mentionnées aux articles 1^{er} et 2 du présent décret sont soumises, sous réserve des dispositions de l'article 12-V de la loi de finances pour 1968, à l'ensemble des obligations qui incombent aux assujettis à la taxe sur la valeur ajoutée ainsi qu'aux règles relatives à l'assiette, à la liquidation, au recouvrement, au contrôle et au contentieux de ladite taxe.

ARTICLE 9. — Lorsque les personnes qui ont exercé l'option ou obtenu l'autorisation sont, en outre, assujetties à la taxe sur la valeur ajoutée à titre obligatoire en vertu des dispositions de l'article 4-1 (2°) de la loi du 6 janvier 1966 susvisée, les dispositions de l'article 2 du décret n° 68-115 du 6 février 1968 ne leur sont pas applicables. Dans ce cas, l'ensemble des opérations soumises à la taxe sur la valeur ajoutée soit en vertu des dispositions du présent décret, soit par application dudit article 4-1 (2°) est considéré comme relevant d'une même entreprise.

ARTICLE 10. — Sous réserve des dispositions de l'article 5 ci-dessus, l'option régie par le présent décret fait l'objet d'une déclaration formulée par l'intéressé sur un imprimé dont le modèle lui est fourni par l'administration. Elle doit être adressée avant le 1^{er} février de la première année de la période qu'elle recouvre, par lettre recommandée, au service des impôts dont dépend l'exploitation intéressée. L'option prend effet du 1^{er} janvier de ladite année.

La renonciation à cette option doit être formulée dans les mêmes conditions deux mois au moins avant l'expiration des périodes prévues à l'article 7 du présent décret.

Celui qui devient exploitant agricole, que ce soit en qualité de propriétaire, de fermier ou de métayer, dans le courant d'une année civile doit exercer l'option dans un délai d'un mois à compter de la date du début de ses activités. L'option prend effet à la même date.

Les mêmes dispositions s'appliquent à la demande d'autorisation prévue à l'article 2.

ARTICLE 11. — Les dispositions du présent décret prennent effet à compter de la date d'entrée en vigueur de la loi susvisée du 6 janvier 1966. En ce qui concerne l'année 1968, la déclaration prévue au premier alinéa de l'article 10 ci-dessus devra être formulée dans les conditions prévues audit article avant le 1^{er} avril 1968.

ARTICLE 12. — Le Ministre de l'Economie et des Finances et le Secrétaire d'Etat à l'Economie et aux Finances sont chargés de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 6 février 1968.

GEORGES POMPIDOU.

Par le Premier Ministre :

Le Ministre de l'Economie et des Finances,
MICHEL DEBRE.

Le Secrétaire d'Etat à l'Economie et aux Finances,
ROBERT BOULIN.

INSTRUCTION
N° 68-110-MO
du
10 sept. 1968.

LOI DE FINANCES POUR 1968 N° 67-1114 DU 21 DECEMBRE 1967
(Extrait.)

.....
Art. — 12. — I. — Les exploitants agricoles, qui ne sont pas assujettis à la taxe sur la valeur ajoutée, bénéficient, dans les conditions définies au présent article, soit de la baisse sur le matériel agricole visée au II, soit, sur option de leur part, du remboursement institué au III ci-après.

II. — 1° Les dispositions du dernier alinéa de l'article 22 de la loi n° 54-404 du 10 avril 1954, modifiées par l'article 3 de l'ordonnance n° 58-1374 du 30 décembre 1958, relatives à la baisse sur le matériel agricole, ne sont plus applicables :

A compter du 1^{er} octobre 1968, aux exploitants agricoles qui, avant cette date, exercent l'option pour le remboursement forfaitaire institué au III du présent article ;

A compter du 1^{er} janvier 1969, aux exploitants agricoles qui, entre cette date et le 1^{er} octobre 1969, exercent cette même option. Dans ce cas, l'option prend effet du 1^{er} janvier 1969 et les sommes perçues au titre de la baisse sur le matériel agricole pour 1969 s'imputent sur le montant du remboursement forfaitaire ;

A compter de la date de leur assujettissement, aux exploitants agricoles ainsi qu'aux coopératives d'insémination artificielle ou d'utilisation de matériel agricole qui exercent l'option pour leur assujettissement à la taxe sur la valeur ajoutée prévue au VI ci-après.

2° Les coopératives d'utilisation de matériel agricole bénéficient de la baisse sur le matériel agricole au prorata des apports de leurs membres qui n'ont pas exercé l'option visée au 1°.

3° Le taux de la baisse sur le matériel agricole est ramené à 6,25 p. 100 à compter du 1^{er} janvier 1968. Cette baisse est supprimée à compter du 1^{er} janvier 1972.

III. — Il est institué un remboursement forfaitaire au profit des exploitants agricoles qui ne sont pas assujettis à la taxe sur la valeur ajoutée au titre, soit de l'article 4-1-2°, soit de l'article 5-1-3° de la loi n° 66-10 du 6 janvier 1966.

Ce remboursement est liquidé sur le montant des ventes de produits agricoles passibles de la taxe sur la valeur ajoutée, faites à des assujettis ou à l'exportation.

Son taux est fixé :

A 3 % pour les œufs, les animaux de basse-cour et les animaux dont les viandes sont passibles de la taxe de circulation ; ce taux est porté, jusqu'à expiration du V^e Plan, à 4 % pour les œufs, les animaux de basse-cour et les porcs, lorsque ces produits sont commercialisés par l'intermédiaire de groupements de producteurs constitués pour la réalisation des objectifs définis par la loi d'orientation agricole n° 60-808 du 5 août 1960 ;

A 2 % pour les autres produits.

En cas de déclarations ou de justifications inexactes, l'indemnité de retard ou les majorations prévues aux articles 1727 à 1729 du code général des impôts, décomptées sur la base des remboursements indus, comparés aux sommes régulièrement remboursées, sont applicables. L'indemnité de retard est calculée à compter de la date à laquelle les remboursements sont intervenus.

Les dispositions ci-dessus sont applicables aux remboursements prévus au IV ci-après.

INSTRUCTION
N° 68-110-M 0
du
10 sept. 1968.

IV. — Pour les ventes d'animaux vivants, dont les viandes sont passibles de la taxe de circulation, le bénéfice du remboursement institué au III ci-dessus est étendu à la première cession de ces animaux faite à un exploitant agricole qui revend ces animaux, soit à l'exportation, soit en vue de l'abattage à un redevable de la taxe de circulation sur les viandes.

Le remboursement forfaitaire alloué au revendeur est liquidé sur la différence entre le prix de vente et le prix d'achat de l'animal vivant.

L'application des dispositions du présent IV est subordonnée à la publication d'un décret en Conseil d'Etat pris après avis des organisations professionnelles intéressées. Ce décret fixera notamment les modalités de contrôle et d'identification des animaux vivants et les formalités administratives auxquelles ce remboursement sera soumis, ainsi que les modalités de décompte de l'assiette du remboursement. Le même texte pourra fixer la base sur laquelle sera décompté le remboursement forfaitaire dans le cas où le prix de cession des animaux excède leur valeur normale en poids de viande.

V. — Les exploitants agricoles assujettis à la taxe sur la valeur ajoutée bénéficient d'un régime simplifié d'imposition.

1° Ils sont dispensés de l'obligation de déclaration mensuelle prévue à l'article 296-1 du code général des impôts et doivent seulement déposer avant le 25 avril de chaque année une déclaration indiquant les éléments de liquidation de la taxe sur la valeur ajoutée afférente à l'année écoulée.

Ils acquittent la taxe sur la valeur ajoutée par acomptes trimestriels dont ils déterminent eux-mêmes le montant, chaque acompte devant être au moins égal aux trois quarts de l'impôt effectivement dû pour le trimestre correspondant de l'année précédente. Le complément d'impôt éventuellement exigible au vu de la déclaration annuelle susvisée est versé lors du dépôt de celle-ci.

Ils sont passibles de l'indemnité de retard prévue à l'article 1727 du Code général des impôts si le total des acomptes versés au cours de l'année a été inférieur de 30 % au moins au montant total des sommes effectivement dues. Cette indemnité de retard est décomptée à partir de la date limite du versement du dernier acompte trimestriel.

2° Les nouveaux assujettis sont autorisés, lors de leur première année d'imposition, à acquitter la taxe sur la valeur ajoutée par acomptes trimestriels dont ils déterminent eux-mêmes le montant. Toutefois, si un ou plusieurs acomptes sont inférieurs de 30 % au moins au montant de l'impôt réellement dû pour le trimestre correspondant, l'indemnité de retard prévue à l'article 1727 du code général des impôts est exigible.

3° Le fait générateur de la taxe sur la valeur ajoutée due à raison des ventes effectuées par les exploitants agricoles est constitué par l'encaissement des acomptes ou du prix.

4° Les exploitants agricoles peuvent opérer immédiatement la déduction de la taxe ayant grevé les biens ne constituant pas des immobilisations et les services, par imputation sur la taxe due au titre du trimestre pendant lequel le droit à déduction a pris naissance.

5° Sous réserve des mesures prévues aux 1° à 4° ci-dessus, les exploitants agricoles assujettis à la taxe sur la valeur ajoutée sont soumis à l'ensemble des dispositions prévues par le Code général des impôts et par la loi n° 66-10 du 6 janvier 1966. Toutefois les articles 19 à 23 de ladite loi ne leur sont pas applicables.

INSTRUCTION
N° 68-110-M 0
du
10 sept. 1968.

VI. — L'article 5-1 de la loi n° 66-10 du 6 janvier 1966 est complété par les dispositions suivantes :

« 8° Nonobstant les dispositions de l'article 8-1-11° les coopératives d'utilisation de matériel agricole, les coopératives d'insémination artificielle et les coopératives de vente prestataires de services. »

VII. — En ce qui concerne les ventes à des agriculteurs pour les besoins de leur consommation familiale de produits fabriqués par des entreprises de transformation à partir de produits agricoles fournis par ces agriculteurs, la taxe sur la valeur ajoutée n'est due que sur la différence entre la valeur des produits fabriqués et celle des produits correspondants fournis par les agriculteurs auxquels la vente est consentie. Pour la détermination de cette différence, des modalités forfaitaires de calcul pourront être fixées par décret en Conseil d'Etat.

VIII. — Des décrets en Conseil d'Etat fixeront, en tant que de besoin, les conditions d'application du présent article, notamment les justifications à fournir par les bénéficiaires du remboursement forfaitaire prévu au III ci-dessus ainsi que les bases de calcul dudit remboursement dans le cas d'exportation d'animaux vivants.

La loi de finances pour 1969 modifiera, le cas échéant, les dispositions qui précèdent, en fonction notamment des progrès qui pourraient être réalisés vers une harmonisation fiscale entre les pays membres de la Communauté économique européenne. Le même texte précisera les modalités selon lesquelles les exploitants assujettis à la taxe sur la valeur ajoutée, et dont les revenus proviennent pour l'essentiel de leur exploitation agricole, bénéficieront d'un régime de franchise et de décote dont les limites et les conditions d'application seront fixées par décret en Conseil d'Etat, en tenant compte des caractères spécifiques de l'activité agricole.

Art. 13. — I. — 1. Les quotités de la taxe intérieure de consommation prévues au tableau B de l'article 265 du code des douanes sont modifiées conformément aux indications du tableau I ci-après.

Ces modifications sont applicables à compter du 1^{er} janvier 1968 à zéro heure. Toutefois, en ce qui concerne les produits repris au tableau II ci-après, il sera fait application des quotités figurant audit tableau jusqu'à une date qui sera fixée par décret, compte tenu de la conjoncture internationale.

DECRET N° 68-331 DU 5 AVRIL 1968
FIXANT LES CONDITIONS D'APPLICATION AUX EXPLOITANTS AGRICOLES
DU REGIME DE REMBOURSEMENT FORFAITAIRE
INSTITUE PAR L'ARTICLE 12-III DE LA LOI DE FINANCES POUR 1968
EN CE QUI CONCERNE LES VENTES AUTRES QUE CELLES
QUI PORTENT SUR LES ANIMAUX VIVANTS
DONT LES VIANDES SONT PASSIBLES DE LA TAXE DE CIRCULATION

LE PREMIER MINISTRE,

Sur le rapport du Ministre de l'Economie et des Finances,

Vu la loi n° 66-10 du 6 janvier 1966 ;

Vu la loi de finances pour 1968 (n° 67-1114 du 21 décembre 1967, et notamment l'article 12 ;

Vu le Code général des impôts ;

Le Conseil d'Etat (section des finances) entendu,

DECRETE :

ARTICLE 1^{er}. — Le remboursement forfaitaire institué par l'article 12-III de la loi de finances pour 1968 est accordé, en ce qui concerne les ventes autres que celles qui portent sur les animaux vivants dont les viandes sont passibles de la taxe de circulation, dans les conditions prévues par le présent décret aux exploitants agricoles qui ne sont pas assujettis à la taxe sur la valeur ajoutée.

ARTICLE 2. — Le remboursement forfaitaire est accordé à l'exploitant pour les ventes ou les livraisons au titre desquelles il n'est pas assujetti à la taxe sur la valeur ajoutée, lorsque celles-ci portent sur des produits provenant de sa propre exploitation et sont faites, directement ou par l'intermédiaire de commissionnaires, soit à l'exportation, soit à des entreprises assujetties à la taxe sur la valeur ajoutée au titre de ces mêmes produits.

ARTICLE 3. — Sous réserve des dispositions de l'article 4 ci-après, le remboursement forfaitaire est liquidé sur le montant net des encaissements correspondant aux ventes ou aux livraisons qui ouvrent droit à ce remboursement.

ARTICLE 4. — 1. Lorsqu'il s'agit de produits livrés à des coopératives par leurs sociétaires, ce remboursement est liquidé sur les versements faits par les coopératives aux sociétaires pour ces produits.

Les intérêts statutaires perçus par les membres des coopératives en rémunération de leurs apports et la valeur des produits rétrocédés aux membres conformément aux dispositions de l'article 4-I (1°) de la loi du 6 janvier 1966 susvisée sont exclus du montant de ces versements.

2. La valeur des produits fournis par les agriculteurs dans les conditions prévues au VII de l'article 12 de la loi de finances pour 1968 n'est pas prise en compte pour le calcul du remboursement forfaitaire.

3. Pour les ventes de boissons passibles d'un droit de circulation ou de consommation faites par un exploitant agricole à une personne redevable de la taxe sur la valeur ajoutée lors de l'achat des boissons en vertu de l'article 4-I (7° et 8°) de la loi du 6 janvier 1966 susvisée, le remboursement forfaitaire est liquidé sur la valeur hors taxe des boissons soumises à la taxe sur la valeur ajoutée, déduction faite, le cas échéant, du droit de circulation ou du droit de consommation. Le remboursement forfaitaire est subordonné à la perception de la taxe sur la valeur ajoutée.

4. Pour les ventes à l'exportation, le montant des encaissements ouvrant droit au remboursement forfaitaire est au plus égal au prix départ des produits exportés.

5. Pour les animaux exportés dont les viandes ne sont pas passibles de la taxe de circulation et dont le prix dépasse sensiblement la valeur courante des animaux de même espèce en raison de la race ou du pedigree, la base du remboursement forfaitaire est fixée au cinquième du prix de vente pratiqué.

ARTICLE 5. — Tout paiement d'un achat effectué auprès d'un agriculteur non assujéti à la taxe sur la valeur ajoutée par une entreprise assujétiée à cette taxe au titre de la revente des produits achetés doit faire l'objet d'un bulletin d'achat ou d'un bon de livraison délivré par l'acheteur et indiquant la date, la nature et la valeur de cet achat. La texture du bulletin d'achat ou du bon de livraison est fixée par l'administration.

En cas de paiement par acomptes, un bulletin d'achat ou un bon de livraison est délivré lors du versement de chaque acompte et du versement du solde.

ARTICLE 6. — Pour obtenir le remboursement forfaitaire, l'exploitant agricole doit établir une déclaration annuelle des encaissements déterminés comme il est dit aux articles 3 et 4 et perçus au cours de l'année écoulée.

Cette déclaration doit mentionner à part les ventes et livraisons à l'exportation.

En outre, elle doit être appuyée, selon le cas :

- des attestations des clients de l'exploitant indiquant les versements faits pendant l'année considérée. Ces attestations sont conformes aux modèles indiqués par l'Administration. Toutefois, cette disposition ne s'applique pas aux ventes visées à l'article 4-3 ci-dessus faites à de simples consommateurs ;
- de la copie des déclarations en douane.

ARTICLE 7. — La déclaration prévue à l'article 6 est établie dans les délais qui seront fixés par arrêté ministériel. Elle est formulée sur les imprimés établis par l'administration et adressée au service des impôts dont relève l'exploitant agricole intéressé pour l'application du présent texte.

ARTICLE 8. — 1. Les exploitants agricoles qui optent pour le régime du remboursement forfaitaire doivent faire connaître leur choix en souscrivant une déclaration sur un imprimé fourni par l'administration.

L'option prend effet, dans les conditions prévues à l'article 12-II de la loi de finances pour 1968, à compter du 1^{er} janvier 1968 ou du 1^{er} janvier 1969, selon qu'elle est exercée avant le 1^{er} octobre 1968 ou avant le 1^{er} octobre 1969.

Dans le cas de personnes qui deviennent exploitants agricoles soit entre le 31 décembre 1967 et le 1^{er} octobre 1968, soit entre le 31 décembre 1968 et le 1^{er} octobre 1969, l'option prend effet, dans les mêmes conditions, à la date du début de leur activité.

INSTRUCTION
N° 68-110 - M 0
du
10 sept. 1968.

2. Les exploitants agricoles qui exercent l'option prévue au 1 du présent article avant le 1^{er} octobre 1968 bénéficient néanmoins, jusqu'à cette date, de la baisse sur le matériel.

3. Toute personne qui devient exploitant agricole postérieurement au 30 septembre 1969 et avant le 1^{er} janvier 1972 doit, pour bénéficier du remboursement forfaitaire, souscrire une déclaration identique dans le délai d'un mois à compter de la date du début de ses activités. L'option prend effet à la même date.

4. A partir du 1^{er} janvier 1972, les agriculteurs non assujettis à la taxe sur la valeur ajoutée bénéficient du remboursement forfaitaire sans être tenus d'exercer une option.

ARTICLE 9. — Le Ministre de l'Economie et des Finances et le Secrétaire d'Etat à l'Economie et aux Finances sont chargés de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 5 avril 1968.

GEORGES POMPIDOU.

Par le Premier Ministre :

Le Ministre de l'Economie et des Finances,

MICHEL DEBRE.

Le Secrétaire d'Etat à l'Economie et aux Finances,

ROBERT BOULIN.

1^{re} PARTIE
—
B. O. C. I. 1968
20 mai — N° 19
Edition Administrative.

ANNEXE N° 4

BULLETIN D'ACHAT DE PRODUITS AGRICOLES (1)

N° **Modèle**

Je soussigné,

— Nom, prénoms, adresse et profession de l'acheteur (ou raison sociale de l'entreprise) :

Certifie avoir versé ce jour à M. Prénoms

exploitant agricole à : (adresse complète)

en règlement d'opérations d'achat de produits agricoles ou d'élevage passibles de la T. V. A. et destinés à la revente, les sommes mentionnées à la colonne 3 du tableau ci-dessous.

NATURE DES PRODUITS ET QUANTITES 1	PRIX TOTAL 2	VERSEMENT EFFECTUE	
		Montant. 3	Moyen de paiement. 4
.....
.....
.....
.....
.....
.....

A le Signature de l'acheteur :

(1) Le présent bulletin doit être délivré pour les achats de produits agricoles qui ouvrent droit, pour les exploitants agricoles vendeurs, au bénéfice du remboursement forfaitaire.